



## FORMULAIRE DE DEMANDE 2007-2013 PLAN VEGETAL POUR L'ENVIRONNEMENT - (121 B)

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs potentiels.

Avant de remplir cette demande veuillez lire attentivement la note d'information.

**Veuillez transmettre l'original au guichet unique :**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER (DDTM)**

**DES BOUCHES-DU-RHONE**

**(TELEPHONE : 04 91 76 73 04)**

**et conservez un exemplaire.**

**DDTM 13**  
**154 avenue de Hambourg**  
**BP 247**  
**13285 MARSEILLE Cedex 08**  
**Cadre réservé à l'administration**

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_ Date de réception : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

### IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : \_\_\_\_\_  
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : \_\_\_\_\_

Aucun numéro attribué (fournir une pièce d'identité ou un Kbis)

### Vous avez la possibilité de coller l'étiquette d'identification établie dans le cadre de la PAC

VOTRE CIVILITE : (le cas échéant)  Madame  Mademoiselle  Monsieur

STATUT JURIDIQUE :  Exploitant individuel  Propriétaire non exploitant  
 GAEC  EARL  SCEA  Autres : \_\_\_\_\_ (préciser)

VOTRE NOM de naissance ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

\_\_\_\_\_

VOTRE NOM d'usage ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : (le cas échéant)

\_\_\_\_\_

Votre prénom : \_\_\_\_\_

Né le : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ Département \_\_\_\_

(à compléter uniquement pour les demandeurs individuels)

### Pour les personnes morales :

Ne pas compléter pour les GAEC, EARL ou SCEA (Rappel : SAS, indivision, co-propriété non éligibles)

NOM du représentant légal : \_\_\_\_\_

Prénom du représentant : \_\_\_\_\_

NOM, Prénom du responsable du projet : \_\_\_\_\_  
si différent

### COORDONNEES DU DEMANDEUR (personne physique ou morale)

Adresse : \_\_\_\_\_  
permanente du demandeur

Code postal : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

N° de télécopie : \_\_\_\_\_

Commune : \_\_\_\_\_

Téléphone portable professionnel : \_\_\_\_\_

Mél : \_\_\_\_\_





**e) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation**

- Résultats prévisionnels de l'exploitation  
Si vous avez une comptabilité, remplissez le tableau ci-dessous, sinon reportez-vous au second:

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme		
Produit d'exploitation		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

- Nombre d'UTH : avant projet : \_\_\_\_\_ après projet : \_\_\_\_\_
- Avez vous souscrit des mesures agroenvironnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ?  
 OUI  NON Si oui précisez l'année et le type de MAE : \_\_\_\_\_
- Envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) mises en place pour la période 2007-2013 ?  
 OUI  NON Si oui précisez le type de MAET : \_\_\_\_\_
- Votre projet d'investissement induit-il une modification de votre système d'exploitation ?  
 OUI  NON Précisions : \_\_\_\_\_
- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agroenvironnemental ?  
 OUI  NON Si oui précisez : \_\_\_\_\_
- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic énergétique ?  
 OUI  NON Si oui précisez : \_\_\_\_\_
- Votre investissement s'intègre-t-il dans une démarche d'amélioration de la qualité, de réorientation ou de diversification de la production ?  
 OUI  NON Si oui précisez : \_\_\_\_\_
- Votre exploitation se situe-t-elle dans l'une ou plusieurs de ces démarches?  
 exploitation qualifiée au titre de l'agriculture raisonnée  
 exploitation en agriculture biologique  
 exploitation certifiée au titre d'une démarche qualité du secteur de l'amont ou de l'aval. Si oui, précisez : \_\_\_\_\_  
 valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie  
 exploitation engagée dans une démarche de type ferti-mieux  
 exploitation engagée dans une démarche de type phyto-mieux

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	(montant en euros)
<input type="checkbox"/> Montant des aides attendues au titre du PVE	
<input type="checkbox"/> Montant des aides attendues hors PVE	
Sous-total financeurs publics	
Emprunt	
Autre	
Sous-total financeurs privés	
Autofinancement	
TOTAL général = coût du projet	

(1) Veuillez indiquer l'origine des aides hors PVE(subvention équivalente de prêts bonifiés et / ou autre dispositif)

---

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *(Cocher impérativement l'ensemble des cases)*

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides du plan végétal pour l'environnement :

**Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et de moins de 60 ans),
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (veuillez vous reporter à la notice d'information)
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales, y compris du paiement des redevances des agences de l'eau,
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- ne pas avoir obtenu d'aide dans le cadre du PVE au titre de l'actuelle programmation 2007-2013,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (haies, ou travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- le cas échéant, que mes serres étaient existantes au 31 décembre 2005,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande pourra être rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet,

**Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de la première décision éventuelle d'attribution de la subvention.**

**Je m'engage (nous nous engageons) à :**

- Informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (notres) engagements.
- poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de trois années<sup>1</sup> à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention.
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les agro-équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans<sup>1</sup> à compter de la notification de la subvention,
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide,
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- apposer au siège de mon exploitation une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années.

<sup>1</sup> Une dérogation pour porter ce délai à 3 ans a été demandée à la commission. Dans l'attente de la réponse, le délai est maintenu à 5 ans

**Je suis informé(e) (nous sommes informés) :**

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1, l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

**PIECES FOURNIES**

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Exemplaire original de la demande complétée et signé	tous	<input type="checkbox"/>		
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (si possible classé par type d'investissement)	tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	tous	<input type="checkbox"/>		
K-bis ou exemplaire des statuts <sup>(*)</sup>	si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	si vous n'avez pas de n° de PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique si existant, à défaut carte 1/25 000 <sup>ème</sup>	si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Déclaration de réforme du pulvérisateur	si nécessaire, cf modèle ci dessous	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

(\*) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique **à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.**

- - Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à l'administration après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du demandeur, pour les formes sociétaires hors GAEC, du gérant et pour les GAEC l'ensemble des associés.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP et le Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDTM du département du siège de votre exploitation.

### **Déclaration de réforme d'un pulvérisateur**

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur que le pulvérisateur actuellement présent sur mon (notre) exploitation fera l'objet d'une réforme suite à l'acquisition du nouveau pulvérisateur prévu dans la présente demande.

Pour le règlement de l'aide, je m'engage (nous nous engageons) à fournir une attestation du repreneur de mon (notre) ancien pulvérisateur par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes EN 12761 et EN 907.

Fait à \_\_\_\_\_ le : \_\_\_\_\_

Signature

**NOM/ PRENOM** du demandeur .....  
Ou  
**RAISON SOCIALE** .....  
(pour les personnes morales)  
**ADRESSE** .....  
.....  
.....  
.....

..... le .....

**MONSIEUR LE PRESIDENT  
CONSEIL REGIONAL PROVENCE-ALPES  
COTE D'AZUR**

Hôtel de Région  
27, Place Jules Guesde  
13481 MARSEILLE Cedex 20

Objet : Demande de subvention au titre du dispositif 121B du volet régional du FEADER – Plan Végétal Environnement

Monsieur le Président,

Dans le cadre du développement de mon exploitation agricole, je sollicite auprès du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur une subvention au taux le plus élevé possible pour l'opération suivante :

.....  
.....  
.....

Le montant **prévisionnel** global de l'opération faisant l'objet de la présente demande s'élève à.....**€ HT**

Les documents nécessaires à la constitution de mon dossier de demande de subvention ont été adressés au guichet unique partenarial du dispositif 121B, à savoir la DDAF de mon département.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

*Signature*